

Grand débat national

Palaiseau - Salle du Conseil municipal

16 février 2019

11h – 13h15

En préambule, une erreur a été signalée par un participant, dans le précédent compte-rendu du Grand Débat du 9 février sur la Transition Ecologique : la date de la grève de la jeunesse pour le climat est le 15 mars et non le 15 juin.

Accueil en Mairie, en salle du Conseil Municipal d'environ 140 personnes. Le débat est à nouveau animé, comme lors des 19 janvier et 9 février, par Charles HENRY, Président de la Maison des Jeunes et de la Culture, enseignant les Sciences Economiques et Sociales au lycée Camille Claudel à Palaiseau.

Pour ce troisième débat, Charles HENRY propose à nouveau un déroulé en deux parties :

- Une première partie sous forme de parole libre
- Une deuxième partie en petits groupes thématiques (idée qui n'a finalement pas été retenue)

Il rappelle qu'il vérifie la prise de note avant envoi et publication du compte-rendu sur le site de la ville. Il précise également qu'il interviendra à différents moments pour apporter des précisions liées à la fiscalité.

Introduction de la thématique du jour par Charles HENRY

Les crises fiscales arrivent au moment des guerres, mais aujourd'hui, il y en a aussi en dehors. Par fiscalité, on entend les prélèvements obligatoires :

- Les impôts : non affectés
- Les cotisations sociales : affectées (retraites, santé)

Exception : la CSG est à la fois un impôt et une cotisation sociale.

Pourquoi a-t-on des prélèvements obligatoires :

- Répartition de manière verticale : réduire les inégalités > effets redistributifs importants. Aussi il est important, quand on parle d'inégalités en France, de savoir si on se positionne avant impôt (et dans ce cas, la France est un pays très inégalitaire) ou après redistribution (et là la France est le pays le plus avantageux en Europe).
- Redistribution horizontale : par exemple, les bien-portants financent la santé pour les moins bien-portants.

Il faut distinguer deux formes de redistributions :

- En nature : par exemple les routes, l'éclairage public, l'éducation nationale
- Financière : remboursement de médicaments, retraite

La France est devenue championne du monde des prélèvements obligatoires (50% impôts / 50% cotisations sociales). Cette augmentation est générale et pas seulement française. Mais la France prend en charge de nombreux besoins, qui sont en charge à l'étranger par des fondations, des compagnies privées, etc. Maintenant la question est de savoir si il faut réduire le périmètre de prise en charge.

Alors qui paie quoi ?

- Les habitants
- Les salariés
- Les entreprises
- Les consommateurs
- Les propriétaires
- Les retraités : vrai discussion de savoir si ils doivent payer l'impôt sur le revenu.

Faut-il payer un impôt proportionnellement au revenu ou de manière progressive ? En France l'impôt sur le revenu est progressif > volonté de Montesquieu. Il considérait qu'il fallait payer des impôts à partir du moment où les besoins élémentaires sont satisfaits.

En France il y a une position assez unanime pour maintenir le quotient familial. Il faut quand même savoir qu'à l'origine, c'est ce qui permet à la femme de rester au foyer.

Faut-il un quotient conjugal ? Avec le prélèvement à la source, on voit ce que c'est puisqu'on peut continuer à déclarer ensemble ou séparément. Dans la plupart des pays européens, le prélèvement est individualisé. Pose la question de savoir si l'impôt doit être individuel, ou familial, ou prendre en compte le couple.

Il existe un autre type d'impôt : la fiscalité incitative. On trouve normal que l'école soit prise en charge, la santé, la justice etc. Et depuis un certain nombre d'années, la fiscalité incitative se développe. Par exemple :

- la taxe carbone : une partie affectée à la transition écologique / l'autre non
- loi Pinel : on incite les gens à investir dans l'immobilier, et il y a des déductions d'impôts
- la «Jupette et la Baladurette » : le changement de voiture permet une prime
- le CICE : crédit d'impôt à l'emploi pour les entreprises. Permet une baisse de charges aux entreprises.

Les propositions de sous-thématiques pour les potentiels ateliers à venir : la fiscalité incitative ? La fiscalité au sens vertical ? La fiscalité horizontale ?

La parole est donnée à l'assemblée.

- Ingénieur retraité (4000 euros par mois). Se considérait comme appartenant à la classe moyenne mais maintenant est considéré comme appartenant à la classe riche. Je paye la taxe foncière, je n'ai pas le droit aux abattements. Questions des « femmes de riches » : il y a une injustice. Il y a un massacre de la classe moyenne. Proposition :
 - Impôt sur tous les revenus y compris les allocations
 - Contre les effets de seuils qui créent la brisure sociale
 - Retour de l'impôt en 10 tranches (impôt progressif)
 Celui qui ne paye pas d'impôt, peut-il se sentir citoyen ? Constat également des gens qui ne vivent que des minimas, et des bien-pensants qui sont contre les contrôles des chômeurs. Il y a des limites à ce système.
- A l'origine, la révolte des gilets-jaunes vient du fait que la France a la plus grosse pression fiscale au niveau européen. Trop d'impôts asphyxie l'économie française et empêche la croissance des PME. Exemple : Pologne dont le nouveau gouvernement s'est attaqué à la fraude fiscale et à la corruption. Ils ont pu dégager 10 milliards d'euros, ont eu une croissance PIB 5.5% ; chômage 4%. En Pologne, il y a un million de migrants qui travaillent (beaucoup d'ukrainiens). En France la migration ne concerne que les aides sociales qui sont élevées. Au budget de la France en 2019 : 10 milliards pour le développement de l'Afrique alors qu'en France on ferme des hôpitaux. Absurde. En faveur de la suppression de l'ISF mais pour recréer la TVA pour les produits de luxe et 0% pour les produits de première nécessité.

Précision de Charles HENRY (CH)

Rappel de la crise fiscale : en France chacun a l'impression que l'on paye pour les autres. Attention, en Pologne, ce que j'observe c'est que peu de Français veulent vivre là-bas, or beaucoup de Polonais aimeraient vivre en France. Economiquement, les populations travaillent ou se déplacent là où il y a de la richesse.

- Attention quand on donne des chiffres, il faut citer la source.
- Par rapport à la fiscalité : ne pourrait-on pas corréliser la fiscalité avec une exigence par rapport à l'emploi. C'est-à-dire favoriser beaucoup plus la formation, l'évolution de carrière, et notamment l'apprentissage des jeunes par les entreprises. Pour que les jeunes aient déjà un pied dans le monde du travail. Créer une pression à l'embauche.
- Modulation de la TVA : sentiment que la TVA est un impôt injuste. L'impôt sur le revenu est plus juste.
- Lois de défiscalisation, type Pinel. Inégalité de cette loi ; les gens avec revenus à partir de 3.500 € peuvent dès 30 ans se constituer un patrimoine

immobilier. Or les smicards ne peuvent se payer un logement. Les deux devraient être gagnants : l'investisseur et le locataire. Donc les loyers doivent être plus bas. Il ne faudrait qu'une seule opération dans la vie d'une personne, et il faudrait un prêt à taux zéro pour les locataires.

Précision de CH : le dispositif Pinel se trouve dans les zones en tension (où il y a plus de demandes que d'offres). Avec ce dispositif, l'investisseur est tenu de ne pas dépasser un certain plafond de loyers : il y a un encadrement des loyers au départ, et dans leur progression. Le locataire n'est donc pas laissé à l'écart. Sur le fond, faut-il que nous devenions tous propriétaires ?

- Le problème est la formation des gens à l'école et tout au long de sa vie. De façon à avoir des salaires décentes. Formons les citoyens.
- Favorable au plafonnement du quotient familial car il y a des gens qui font des enfants pour toucher le QF. Sentiment de détournement de l'usage des allocations. Sentiment également qu'il y a trop de redistributions en France.

Précision de CH : effectivement il y a des choses intéressantes en Allemagne. Mais attention à ne pas tout prendre. On peut s'inspirer mais ne pas copier. Quant aux 4000€ de retraite, sachez que vous êtes dans les 5% des salariés les mieux payés.

- Le CICE : un groupe hôtelier a touché 225 k€ de CICE en 2017, idem en 2018 mais les effectifs ont chuté (175 > 129). Les entreprises ne jouent pas le jeu de l'emploi.
- Question de grands groupes qui font des bénéfices avec les licenciements (exemple de Carrefour).
- La crise fiscale est née de la crise budgétaire de l'état > déficit 3% du PIB car on compare les pays sur ce critère. Mais au niveau de l'Etat il y a un déficit de 20% entre les recettes et les dépenses. Ce deuxième chiffre permet de se rendre davantage compte du degré d'urgence. Cela fait 40 ans que le budget de l'Etat n'est pas en équilibre > engendre une augmentation de la dette. Si ce n'est pas nous qui la remboursons, ce seront nos enfants.
- Il y a donc la question du besoin de transparence, qui paye quoi en fonction de ce qu'il gagne, sinon on restera dans des débats tendus. On entend l'idée de réimposer l'ISF, c'est-à-dire l'idée de faire payer les riches : mais qui est riche ? On n'est pas du tout sur les mêmes niveaux de revenus entre les 1% les plus riches, les 10% les plus riches etc.
- Sur l'évaluation des politiques publiques, il y a également un manque de transparence. Ça paraît évident, mais en France on en fait très peu, en

comparaison à d'autres pays d'Europe. Sur le CICE, il y a eu une tentative d'évaluer l'effet du CICE, mais il semble que ça aille dans le bon sens. Il faut que les citoyens poussent dans le sens de davantage d'évaluations.

Précision de CH : la Cour des Comptes publie des rapports intéressants mais peu facile à décrypter. Sur la dette, 160 milliards en 2018 à rembourser et l'évasion fiscale est évaluée à 80 milliards (même si elle est difficile à mesurer).

- Exemple de pays qui font des évaluations : Etats Unis, Nordiques, Angleterre... En France il y a des choses, mais c'est assez peu porté au niveau politique. Commander des évaluations, faire en sorte que les résultats soient connus : on en manque en France.
- Concernant les recettes fiscales :
 - Il faudrait aller vers une uniformisation des prélèvements fiscaux en Europe.
 - La TVA représente 50% des recettes. Attention à une diminution qui nécessitera une compensation. Oui à un taux bas sur les produits de première nécessité.
 - L'impôt sur le revenu est le fruit du travail. On pourrait augmenter le nombre de tranches mais ne pas changer la redistribution.
 - Impôts sur les sociétés : tenir compte davantage du secteur d'activité (par ex transition écologique) et de la taille de l'entreprise.
 - Poursuivre les entreprises internationales qui ont leur siège en France mais payent l'impôt ailleurs.
- Sentiment d'injustice ressenti en matière de fiscalité : avec le retrait d'aides aux plus modestes, et d'un autre côté supprime l'impôt des riches. Par exemple l'impôt supprimé permettait de récolter davantage que ce dont ont besoin les hôpitaux du département > Fermeture des hôpitaux de l'Essonne avec le projet d'hôpital sur le Plateau de Saclay.
- Question de l'ISF qui est retiré du budget de l'Etat, mais aussi d'autres taxes qui représentent 10 milliards d'euros de manque à gagner (flat tax, exit tax).
- Donner de l'argent aux grands groupes ne génère pas d'emploi. Ce serait plus utile d'avoir de vrais critères pour flécher ces aides aux entreprises qui en ont besoin : PME et PMI payent trois fois plus que les grands groupes (en proportion). Il y aurait des efforts à faire en matière de transition écologique, formation etc. Par exemple :
 - Taxes sur les carburants à flécher vers les filières écologiques
 - Fleurons de notre industrie bradés à des grands groupes (Alstom...)
 - Besoin de revoir nos filières industrielles (isolation des habitations)

- Evasion fiscale : pourquoi ne met-on pas en place le prélèvement à la source pour les grandes entreprises ?
- Budget de l'Etat : il y a des dépenses d'investissement et de fonctionnement dans le budget public. Il faut travailler à l'expliquer au citoyen.
- Fiscalité : il faut se mettre d'accord au niveau de l'Europe. Nécessité d'une harmonisation fiscale au niveau de l'Europe, sinon risque de se faire « bouffer » par les autres.
- Il existe des chiffres à profusion, mais la difficulté est de s'y retrouver. Par exemple, il faut du courage pour se pencher sur la loi de finances 2019 : on constate que le déficit de l'Etat n'est pas 3% mais on est à 200 Milliards de recettes, et 300 milliards de dépenses. Donc déficit de 100 milliards. Pour arriver aux 3% du PIB, il faut se pencher sur d'autres tableaux, d'autres montages financiers. Ce qui est certain c'est qu'il y a besoin de mieux informer les citoyens sur ces sujets pour assurer des débats sérieux.

Précision de CH : il propose d'organiser des réunions pour déchiffrer les chiffres du budget de l'Etat (par exemple une fois par mois), pour comprendre.

- On parle de tout et cela devient confus. Il faut raisonner par type de fiscalité :
 - Locale
 - Revenus
 - Autres types > indirecte

Difficulté à savoir qui paye quoi, par exemple qui paye les pompiers : nous tous, on paye chacun 85€ par an, par personne et par enfant.

Suggestion : que chaque feuille d'impôt soit accompagnée d'une explication sur l'emploi / l'usage qui en est fait. Si on est à égalité de connaissance, on pourrait mieux discuter.

Pour précision, la fraude à la TVA représente 100 millions d'euros (le fait de payer une entreprise au noir). L'ISF 5,3 millions.

Précision de CH : sur la fraude fiscale, en France on a une administration fiscale qui est efficace, en comparaison à d'autres pays. Pour l'affectation des impôts, il y a un tableau annexé à la déclaration des impôts qui permet de savoir ce qui est affecté à quel secteur. Après il y a la question de savoir par exemple si l'Education Nationale relève du fonctionnement ou de l'investissement ?

- Les droits de succession : ils sont acquis depuis la Révolution. Il faut peut-être faire en sorte que les fortunes ne se transmettent pas si facilement.

Précision de CH : c'est une vraie question au regard de la démocratie et de l'égalité des chances.

- Fiscalité au niveau des entreprises : le lobbying de certaines entreprises a un poids énorme vis à vis de l'Etat. Prendre conscience des lobbys et du besoin de les contrôler. Former et informer dès l'école. Il faut également une transparence de l'information en matière fiscale.
- La dette publique est exponentielle donc il faut la réduire dès que possible. Soit on réduit les dépenses, soit on augmente les recettes. Plusieurs remarques :
 - Avoir un Prêt à Taux Zéro pour rendre plus écologiques les maisons. Ce serait un investissement dans le temps.
 - On pourrait taxer la bourse.
 - Aux USA il y a une dette publique et une dette des personnes (frais d'endettement pour l'université)
 - Plus d'emploi en Allemagne et en Angleterre mais les gens sont moins bien payés et bénéficient de moins de sécurité
 - Les trains en Afrique datent de la colonisation : ils sont en bois. Avec la SNCF on n'est pas s'y mal logé que ça.
- Répartition de l'information entre ceux qui la possèdent : pour ceux qui le souhaiteraient, j'aimerais monter une association pour que des chercheurs, experts, professeurs du Plateau, viennent faire des conférences.

Précision de CH : ok pour l'expertise scientifique mais l'expertise citoyenne est aussi importante et c'est la raison de notre présence à tous ici. Concernant la SNCF, je comprends les remarques mais quand on vit en France, c'est la comparaison entre la SNCF d'avant et celle d'aujourd'hui qui prime. On constate une dégradation du service.

- Besoin de courage et de volonté politique par rapport à la dette. Ceux qui payent la dette sont les « riches ». L'idée qui est vantée sans arrêt est de faire gonfler les riches pour produire le fameux effet de ruissellement mais ça ne marche pas. Aucune volonté de réduire la dette. Peut-être faut-il un peu d'inflation.

Précision de CH : la politique d'inflation a marché dans les années 60, mais à un moment donné, ça n'a plus marché.

- Quand on voit qu'il y a eu une augmentation forte des CAC40 alors qu'il y a une baisse des retraites, cela interroge.
- Nécessité de la contribution publique de chacun pour l'intérêt de la nation. Il y a nécessité pour les citoyens de retrouver un sentiment de justice fiscale, et cela passe par le rétablissement de l'ISF. Ce Grand Débat National sera

vraiment réussi si le ras-le-bol fiscal s'amenuise, par une réhabilitation du consentement à l'impôt, qui passerait par un référendum.

- On pourrait taxer les transactions de l'hyper trading et transactions financières = Marc CHESNEY a travaillé dessus et ce n'est pas une idée folle.
- Réfléchir sur le mode d'investissement aujourd'hui : si on est dans un monde en croissance on peut jouer sur la planche à billet. On va vers une décroissance subie ou assumée > il est urgent de se redemander comment on va investir.

Précision de CH : mythe de la croissance infinie. Le but des politiques est de retrouver de la croissance. Mais on constate qu'on entre dans une période de croissance très proche de zéro.

- Parler de cotisations sociales et non de charges sociales.
- Les revenus du capital ont augmenté considérablement par rapport aux salaires.
- Quelle est la rationalité qui fait que l'Europe doit faire 3% de déficit et non pas 2,75% ou autre ?

Précision de CH : il n'y en a pas. Si on n'atteint pas les 3, le monde ne s'écroule pas. L'intérêt qu'il y ait une norme est de permettre à chacun des pays de ne pas exporter leurs problèmes sur les autres. La norme permet la discipline.

- Il y a la question de la justice fiscale qui est importante mais si on commençait par faire en sorte que les élus soient traités comme nous : qu'ils n'aient pas de retraite à vie, qu'ils aient des salaires plus décents, et *quid* de la CSG ?
- Plus on a les moyens de contourner l'impôt, par exemple les niches fiscales, plus ça alimente le sentiment d'injustice fiscale.
- Pendant des années, la BCE a fait de la création monétaire, pour financer la croissance. Sous couvert de financement de la croissance, on a financé la spéculation. Il faudrait faire de la création monétaire à bon escient pour financer la transition écologique.

Précision de CH : il faudrait que la question monétaire redevienne une mission politique, alors qu'elle a été transférée aux marchés.

- Justice fiscale : le consentement à l'impôt est important. Trouver un consensus, pour penser justice fiscale. Quand on investit dans des

infrastructures, à qui profite l'investissement ? Très souvent, l'investissement public va profiter à ceux qui ont le besoin de faire des trajets réguliers, à ceux qui sont déjà aisés. Pas à ceux qui partent rarement en vacances et qui peuvent mettre 5h pour un trajet, plutôt que 2h. Il faut aussi éviter de dresser les gens les uns contre les autres, selon leur salaire = cette chasse aux sorcières est malsaine. Les gens aiment-ils vivre seulement avec des allocations, ou aiment-ils être au chômage ? Idem pour la question des migrants qui ne viendraient que pour les allocations.

Précision de CH : qui bénéficie des investissements ? C'est très important, car on parle des effets de la redistribution, qui sont positifs. Mais on voit aussi que des services profitent davantage aux gens aisés : par exemple, les médecins spécialistes sont davantage consultés par les personnes aisées. Il y a donc des effets non-redistributifs au système redistributif actuel.

- Deux doléances des gilets-jaunes :
 - Faire un audit général des dépenses de l'Etat (santé, éducation, police, justice). Et qui sont les bénéficiaires ?
 - Au sujet des retraités, pourquoi s'acharne t-on après ces gens qui ont travaillé, dans des conditions très dures parfois. Est-ce normal que les pensions de retraite soient environ à 1200€ ? Au sujet de la taxe carbone, de l'écologie : on dit que c'est la fin du monde, mais la France est bien placée par rapport à la Russie ou la Chine. Pour moi c'est la fin du mois qui compte.
- Justice de la fiscalité : usurpation des biens publics par les intérêts privés, et notamment les autoroutes. Celles-ci ont été données à des privés, qui font augmenter les coûts alors que les bénéfices ne vont pas dans la construction de nouvelles autoroutes. Aussi Aéroports de Paris.
- Je suis handicapé, même si ça ne se voit pas, j'ai peu de chance de profiter de ce que je cotise pour la retraite. Plusieurs remarques :
 - Arrêtons d'opposer riches et non riches. Ou encore de jeter la pierre aux fonctionnaires : je suis catégorie A et je travaille 60h par semaine.
 - Il faudrait aussi former les gens sur le fonctionnement du système financier.
 - Je suis favorable à l'augmentation de la CSG.
 - J'appartiens à la génération des 30 ans : plus d'efforts avec plus d'années de cotisations sans garantir d'avoir une retraite. Il faut réinstaurer le goût de l'effort et mettre fin à l'assistanat.
 - Même si je suis fonctionnaire, je trouve qu'il y a trop de fonctionnaires territoriaux, et les horaires ne sont pas corrects.
 - Il faut baisser les dépenses de l'Etat : énorme gâchis.

Précision de CH : vous parlez de créer de la valeur, mais comment la définit-on ? Par exemple, le fait de payer les professeurs, est-ce du fonctionnement ou de l'investissement ? Ou les grands-parents qui gardent les enfants pendant les vacances ? Egalement, les fonctionnaires créent de la valeur.

- On a débattu d'impôts spécifiques mais il n'y a pas eu de réflexion sur le périmètre de l'impôt. Est-ce toujours justifié de financer tous les services financés par les impôts ?
- La question ce n'est pas tant d'intervenir ou pas. Mais plutôt comment mieux intervenir ? Et comment ça bénéficie aux gens qui étaient visés par ce service ? Par exemple, peu de gens considèrent qu'il faut arrêter d'investir dans l'Education Nationale : mais derrière, quelle efficacité, quel système scolaire, quelle justice ?
- Plusieurs remarques :
 - Une étude a montré que beaucoup de gens ne bénéficient pas des allocations ou aides alors qu'ils pourraient y prétendre. Tout le monde ne profite pas de ces aides.
 - Les gilets-jaunes revendiquent du pouvoir d'achat, pour davantage de consommation, ce qui veut dire plus d'argent pour les entreprises. Mais paradoxe avec l'écologie. Cercle vicieux.
 - Il faudrait aussi plus d'éducation et de formation pour les jeunes, pour se diversifier et découvrir d'autres métiers.

Précision de CH : 1/3 des personnes qui pourraient bénéficier du RSA ne le font pas. Beaucoup ne savent pas faire les démarches, ou certains ne le font pas pour des questions de dignité.

- Comment va t-on arriver à se considérer comme appartenant à un même pays. L'intérêt du débat d'aujourd'hui est que l'on s'écoute.
- En matière de droits, comment rendre possible l'accès à l'information pour les publics éloignés ? Précision : le non recours aux droits de personnes pouvant bénéficier d'allocations coûte plus cher au système que de leur verser leurs droits.